

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 mars 2024
(Convocation du 21 février 2024)

Aujourd'hui, le 06 mars 2024 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	54 323
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	28 193
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 31
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	33	
• Voix	224	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Julien Dubois
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Patrick Maunas

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Thierry Carrère, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Bernard Bonnemason, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Labache, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Création d'un emploi permanent d'ingénieur de catégorie A pour l'animation de l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux pour les eaux souterraines de Gascogne (article L.332-8 2° du code général de la fonction publique)

Exposé des motifs :

L'EPTB assure le portage et l'animation de trois SAGE en cours de mise en œuvre sur le bassin de l'Adour et d'un SAGE en phase d'émergence. Historiquement impliquée sur les milieux aquatiques superficiels et les nappes d'accompagnement, l'Institution Adour investit depuis 2018 du temps d'animation pour améliorer la connaissance des enjeux liés aux ressources souterraines profondes et pour fédérer les usagers et acteurs de ces nappes.

Afin de poursuivre la mission dédiée à l'émergence d'un SAGE eaux souterraines de Gascogne, incluant l'animation et l'expertise autour des nappes profondes du sud du bassin aquitain et l'expertise hydrogéologique en appui aux services et missions de l'EPTB, il convient de recruter un chargé de mission de formation hydrogéologue, dédié à l'émergence de ce SAGE.

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-8 2°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le tableau des effectifs de l'Institution Adour tel qu'actualisé par décision n°2023_CS_46 du comité syndical en date du 30 novembre 2023, auquel figure l'emploi concerné,

Considérant que la nature des fonctions attribuées à l'agent justifie la création d'un emploi de catégorie A,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi permanent à temps complet à raison de 35 h/semaine d'ingénieur de catégorie hiérarchique A à compter du 17 avril 2024, cet emploi étant inscrit au tableau des effectifs de l'Institution Adour,
 - o le niveau requis pour postuler à cet emploi étant Bac +4 avec expérience ou Bac +5, diplômé en hydrogéologie,
 - o pour exercer les fonctions d'animation et d'expertise autour des nappes profondes du sud du bassin aquitain et l'expertise hydrogéologique en appui aux services et missions de l'EPTB,
- qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans),
- que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 518 correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'ingénieur, emploi de catégorie hiérarchique A,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution,

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 06 mars 2024 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

Paul CARRÈRE